



Un spécialiste de **Toutânkhamon** décrypte tous les mystères du pharaon

Grand angle, page 23

Une équipe de 140 formateurs pâtit de la **faillite** d'une école de langues

Genève, page 4

Chêne-Bougeries Des élus Verts rejoignent les Vert'libéraux

Genève, page 5

Tribune de Genève



Week-end Avec Guide TV

Le média genevois. Depuis 1879 | www.tdg.ch | LENA — LEADING EUROPEAN — NEWSPAPER ALLIANCE

Quand la Suisse épuise la patience de Bruxelles

Petros Mavromichalis, ambassadeur de l'Union européenne à Berne, s'exprime sans fard dans un entretien exclusif.

Le diplomate explore de manière directe ces années de discussions qui n'ont pu déboucher sur aucun **accord**.

La Suisse demande certaines **exceptions**, ce qui suscite une forme d'incompréhension du côté de l'UE. **Page 3**

L'éditorial

Murat Yakin face à son destin

Daniel Visentini
Rubrique Sports



De cette équipe de Suisse qui a soulevé tout un peuple un soir de juin à l'Euro, il y a plus d'un an, en renvoyant à la maison une France championne du monde en titre, on attend désormais tout. Avers et revers d'une même médaille, l'exploit et la responsabilité qu'il éveille.

On a pu croire, lors des qualifications pour le Mondial, à l'automne dernier, que rien n'avait vraiment changé. Furieusement, cette Suisse vernie, avec un nouveau sélectionneur à sa tête, avait brûlé la politesse à une Italie à peine sacrée championne d'Europe.

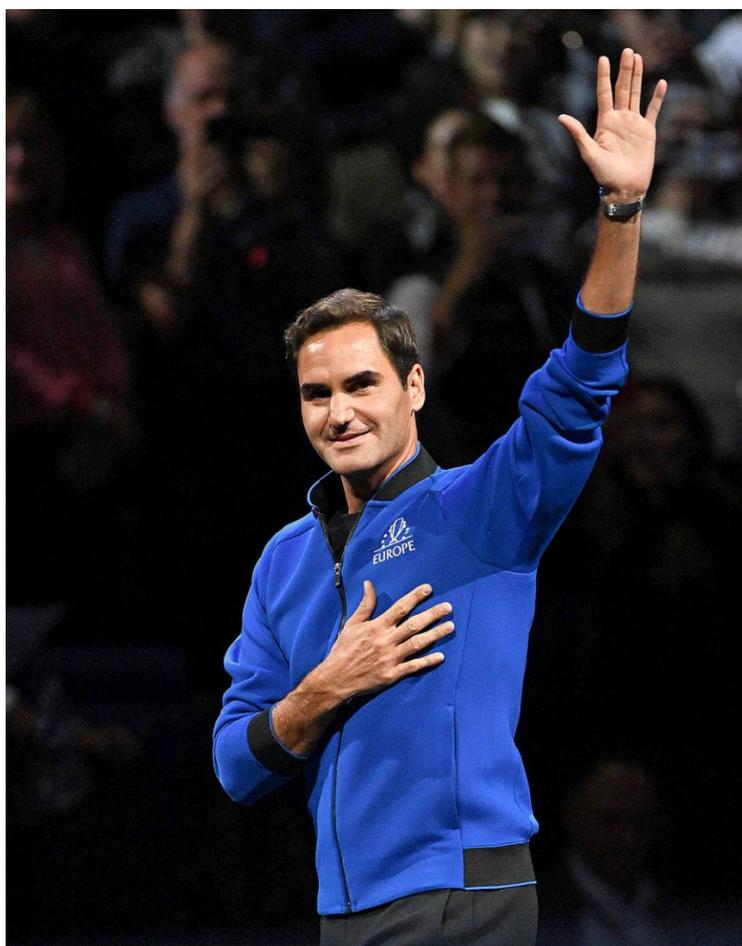
Il y avait bien une providence magnifique mais, au fond, pour qui veut faire partie des grands, pour qui ne rate plus un tournoi majeur depuis 2004, mis à part l'Euro 2012, il y avait là, surtout, une régularité attendue, espérée, effective.

Il ne faut pas banaliser la performance, mais la prendre pour ce qu'elle est: un nouveau statut pour l'équipe nationale. C'est à cela que se confronte aujourd'hui Murat Yakin, dans la recherche d'un fragile équilibre entre ses idées et les élans d'une sélection joueuse par atavisme - autant de potentielles tensions internes -, le tout sur fond de résultats médiocres jusque-là en 2022 (quatre défaites, un nul contre le Kosovo, une seule victoire).

Le Mondial arrivant, le nouveau sélectionneur est face à la réalité: la Suisse reste sur trois huitièmes de finale et un quart de finale lors des quatre derniers grands rendez-vous internationaux. C'est le poids de cet héritage exceptionnel qu'il doit assumer maintenant.

En décembre, Murat Yakin sera celui qui aura su maintenir cet inouï niveau d'accomplissements - ou qui aura fait mieux -, sinon il sera celui qui aura échoué. L'ombre ou la lumière. C'est cruel, voire injuste, mais c'est son destin. **Page 14**

D'inoubliables adieux pour Roger Federer



Laver Cup À Londres, Roger Federer a fait ses adieux à la compétition en double aux côtés de Rafael Nadal dans une ambiance saturée d'émotion. **Page 13** AFP/GLYN KIRK

Rail

Le prochain TGV sera moins rapide

Dès 2024, une 5^e génération de trains à grande vitesse sera mise en service par le constructeur Alstom et la SNCF, qui assurera l'exploitation des rames. Parmi les innovations, la vitesse de croisière ne sera pas plus élevée afin de préserver l'infrastructure. Ces TGV doivent rouler jusqu'en 2070. **Page 11**

Migrants

La route des Balkans est de nouveau prisée

Entre Covid et conflit ukrainien, la question des migrants avait été oubliée. Elle revient en force, car ils sont nombreux à rêver d'Europe en passant par la route des Balkans. Notre reportage sous les barbelés, au long de la frontière qui serpente entre la Serbie et la Hongrie. **Page 8**

Élections genevoises

Poggia est candidat au parlement

Dans la perspective des prochaines élections cantonales, le magistrat sortant Mauro Poggia figure sur la liste des candidats du MCG au Grand Conseil. Pour ce qui est du Conseil d'État, sa décision n'interviendra pas avant le mois de novembre. **Page 4**

Conditionnement

Le vin en canette cherche sa voie

Bien que commercialisé depuis des années, le vin conditionné en canette suscite le scepticisme. Il semble pourtant que les mentalités évoluent. Plusieurs producteurs ont choisi de casser les codes pour proposer ainsi des vins naturels. Dégustation. **Page 19**

PUBLICITÉ

Tribune de Genève | Partenaire média

RÉVÉLER L'ÉGYPTE OUBLIÉE

CHAMPELLION, TOUTÂNKHAMON ET NOUS

EXPOSITION DU 23 SEPTEMBRE AU 16 OCTOBRE 2022

BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE

ENTRÉE LIBRE

unige.ch/-/egypte



Union européenne

«La Suisse nous regarde comme papa et maman»

L'ambassadeur de l'UE en Suisse, Petros Mavromichalis, parle sans langue de bois des obstacles qui jonchent la voie bilatérale. Mais la porte reste ouverte, insiste-t-il.

Lise Bailat et
Arthur Grosjean Berne

Il y a toujours de l'eau dans le gaz entre la Suisse et l'Union européenne. La numéro un de la diplomatie suisse, Livia Leu, a reproché récemment à l'UE de jouer la montre et de pratiquer une politique de pression envers la Suisse. Qu'en pense l'ambassadeur de l'UE en Suisse, Petros Mavromichalis? Interview cash et exclusive.

L'UE est-elle toujours vexée que la Suisse ait jeté à la poubelle l'accord institutionnel?

L'Union européenne n'est pas vexée. Elle ne comprend pas qu'après tant de décennies de négociations, de concessions faites à la Suisse, on en soit arrivé à cette impasse. Mais notre porte reste ouverte. Il y a eu des rencontres entre Ignazio Cassis et de nombreuses personnalités de haut niveau de l'UE, incluant en 2022 la présidente von der Leyen. Nous avons mené quatre discussions exploratoires avec la secrétaire d'État Livia Leu et deux avec le Service d'action extérieure. Comme vous voyez, on ne chôme pas.

On a l'impression, comme le dit Livia Leu, que l'UE joue la montre et qu'il ne se passe rien.

Vous plaisantez, j'espère? Nous attendons patiemment depuis quinze ans de résoudre les problèmes institutionnels. L'UE ne joue pas la montre mais attend qu'on lui propose des solutions crédibles.

La Suisse a fait une proposition. Elle veut régler les aspects institutionnels de manière verticale, accord après accord. Ce n'est pas crédible?

Le diable est dans les détails. Veut-on vraiment des règles différentes accord par accord? On serait alors dans une situation aussi compliquée qu'aujourd'hui. Quelles exceptions veulent les Suisses? Ce n'est toujours pas très clair.

Si la Suisse veut des exceptions concernant la protection des salaires et éviter des abus à l'aide sociale.

Ces craintes sont-elles justifiées? L'UE lutte aussi contre le dumping vu que le niveau salarial est différent selon les pays. Quant aux prestations sociales, qu'est-ce qui vous fait croire que des ressortissants européens viendraient massivement profiter de l'aide sociale? Une étude d'Avenir Suisse conclut d'ailleurs que le coût ne serait pas très important. La Suisse est pleine de médecins allemands, formés en Allemagne pour un coût de 170'000 euros. Il y a un manque criant d'infirmières en Rhône-Alpes. Pourquoi? Parce qu'elles travaillent toutes dans les cantons de Genève et Vaud. Et de quoi parle-t-on ici? De l'hypothétique type qui serait



Ambassadeur de l'UE
Petros Mavromichalis s'exprime dans un français parfait. Il a des liens familiaux avec Genève.

JEAN-PAUL GUINNARD

«Nous attendons patiemment depuis quinze ans de résoudre les problèmes institutionnels.»

Petros Mavromichalis

au chômage et qu'il faudrait mettre à la porte après cinq ans. C'est ce qui fâche l'UE. On a l'impression que la Suisse veut le beurre, l'argent du beurre et les faveurs de la laitière.

Vous profitez aussi de la Suisse. La balance commerciale penche en votre faveur et on fournit à des ressortissants de l'UE des centaines de milliers d'emplois.

Tout à fait, c'est gagnant-gagnant! On parle ici de problèmes, mais les relations entre l'UE et la Suisse sont très bonnes. Il n'y a aucun pays au monde avec lequel nous ayons autant d'accords, autant de valeurs communes. Si nos ci-

toyens viennent chez vous, et vice versa, c'est qu'ils se sentent bien.

Pourquoi faire pression alors?

Il ne s'agit pas de faire pression. Nous ne sommes pas obligés de poursuivre un modèle de participation à notre marché intérieur qui ne nous convient pas. En 1999, lorsque nous avons signé les premiers accords bilatéraux, la Suisse avait déposé une demande d'adhésion. Aujourd'hui, c'est différent. Nous ne voulons plus de cette approche sélective. Tant que les questions institutionnelles ne seront pas réglées, nous ne progresserons pas. Nous le disons depuis des années.

Certes, mais pourquoi punir la Suisse sur le programme scientifique Horizon Europe alors que vous acceptez la Turquie ou Israël?

La Turquie est un pays candidat à l'adhésion et Israël est couvert par la politique de voisinage.

Donc vous êtes plus voisin avec Israël qu'avec la Suisse?

Israël fait partie de la politique de voisinage à laquelle la Suisse n'a pas souhaité s'associer. La Suisse n'est pas exclue, elle n'est pas pleinement associée.

«L'UE s'est pliée en quatre pour satisfaire la Suisse, et ce n'est pas nous qui avons claqué la porte.»

Petros Mavromichalis

La Suisse veut des accords sectoriels, l'UE un accord global. Les discussions vont-elles traîner encore dix ans?

Ce que nous voulons est assez simple: là où la Suisse participe à notre marché intérieur, elle doit respecter nos règles. Nous ne voulons pas de passe-droit. Nous voulons une solution globale. Cela ne sert à rien de nous dire: «On va reprendre vos règles dans le domaine de l'électricité mais pas pour la libre circulation des personnes.»

Chacun campe sur ses positions. Que faut-il pour que ça bouge?

On véhicule cette image fautive en Suisse que l'UE ne fait pas de concessions. Dans les négociations sur l'accord-cadre, l'UE avait fait des concessions majeures: participation de la Suisse aux processus de décision, possibilité d'être exemptée du respect des règles moyennant compensation au cas où le peuple suisse les aurait rejetées, la création d'un tribunal arbitral pour trancher les différends. Si en plus on veut retirer la libre circulation du champ d'application d'un futur accord, il ne restera rien. L'UE s'est pliée en quatre pour satisfaire la Suisse, et ce n'est pas nous qui avons claqué la porte. Nous sommes ouverts à une approche sectorielle à condition que les problèmes soient résolus partout.

On vous sent très impliqué. Avez-vous un lien fort avec la Suisse?

J'ai davantage de famille à Genève qu'en Grèce. Dans les années 50, mon grand-père qui était médecin a envoyé ses cinq enfants étudier en Suisse. Mon oncle et ma tante sont restés et se sont installés. J'ai donc de la parentèle à Genève qui, comme tous les migrants, a contribué au développement de cette société.

Est-ce que ce côté affectif joue un rôle dans votre fonction d'ambassadeur?

Un ambassadeur doit être capable de faire preuve d'empathie pour le pays hôte, sans pour autant oublier qui il représente. En cela, une bonne connaissance du pays est utile. Je pense sincèrement que l'UE fait de gros efforts pour la Suisse. Cette image d'une UE méchante qui punit la Suisse est très éloignée de la réalité.

Mais l'équivalence boursière, Horizon Europe, ce sont quand même des punitions!

Ce n'est pas une punition mais une décision de notre part de ne pas poursuivre l'approche sélective. Je vais vous donner un exemple de vraie punition: pendant des décennies, on vous a cassé les pieds avec les problèmes liés au secret bancaire et vous nous avez ignorés. Après, un autre partenaire est arrivé avec son gros bâton, a administré des amendes en milliards de dollars et la Suisse a très vite fait volte-face.

Vous voulez faire comme les États-Unis?

Non, justement pas. Mais il n'y a pas de droit de la Suisse à participer à Horizon Europe ou à obtenir l'équivalence boursière d'office. La Suisse nous regarde parfois comme papa et maman qui auraient donné des bonbons à tous leurs enfants sauf à elle. Mais elle n'est pas membre, elle n'est plus candidate à l'adhésion, ne fait pas partie de l'Espace économique européen. Ce sont des choix souverains de la Suisse.

Frontex, le milliard de cohésion, les sanctions contre la Russie: quoi que fasse la Suisse, ce n'est jamais assez pour l'UE.

Nous avons la même impression. Je vous ai énuméré toutes les concessions que nous avons faites, et ça a été en pure perte.

Pourra-t-on compter sur la solidarité européenne si on vient à manquer de gaz cet hiver?

Absolument. Je pense que la solidarité entre voisins est importante. On l'a vu pendant le Covid. Nous avons soigné les patients des uns et des autres. L'UE a reconnu le certificat Covid de la Suisse. Quand c'est urgent, quand il y a péril en la demeure, la Suisse pourra toujours compter sur l'UE et vice versa, je pense.

La Suisse suit la politique européenne d'accueil des réfugiés ukrainiens, avec le statut S. Cette protection sera-t-elle prolongée?

Tout dépendra de la situation en Ukraine. Si cette guerre absurde et barbare se poursuit, il est clair que la population ukrainienne continuera à avoir besoin de protection en Suisse comme dans nos États membres. Je vois mal comment on pourrait renvoyer les gens chez eux.